



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.146/4
du 13 avril 2016

advies 59.146/4
van 13 april 2016

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 21 mars 2013 fixant les
modalités d'utilisation des
places de stationnement
réservées en voirie aux
opérateurs de véhicules à
moteur partagés'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
21 maart 2013 houdende de
voorwaarden voor het gebruik
van voorbehouden
parkeerplaats aan operatoren
van gedeelde motorvoertuigen'

Le 21 mars 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 avril 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 avril 2016.

*

Op 21 maart 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaats aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 april 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assesseurs, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 april 2016

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

Il convient de mentionner les alinéas 3 et 4 (et non les alinéas 4 et 5) de l'article 6 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale', et de préciser que ces deux alinéas sont respectivement modifié et inséré par l'ordonnance modificative sur laquelle la section de législation a donné le 7 septembre 2015 l'avis 58.075/2/V¹.

Alinéas 2 et 6

Il n'y a lieu de viser ni l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', ni l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement du 24 avril 2014 portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012.

Il convient, par contre :

– de consacrer un nouvel alinéa à l'accomplissement de la formalité préalable imposée par ces dispositions, à savoir l'établissement du rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes ;

– de remplacer, à l'alinéa 2, le visa de l'ordonnance du 29 mars 2012 par celui de l'article 4, § 1^{er}, de l'ordonnance modificative en projet, lequel constitue le fondement juridique de l'article 31, alinéa 3, du projet.

Alinéas 4 et 5

Pour ce qui concerne les alinéas 4 et 5, il est renvoyé à l'observation formulée à propos des articles 25 à 30 du projet.

¹ *Doc. parl.*, Parl. Brux.-Cap., 2015-2016, n° A-303/1. La demande d'avis précise que ce projet d'ordonnance a été voté sans modification par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance plénière du 18 mars 2016.

Alinéas nouveaux à insérer au préambule

Il convient d'insérer dans le préambule du projet :

– avant les considérants éventuels, un nouvel alinéa consacré au visa du présent avis de la section de législation du Conseil d'État rédigé comme suit :

« Vu l'avis 59.146/4 du Conseil d'État, donné le 13 avril 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »² ;

– en fin de préambule, les mentions du ministre proposant et de la délibération du projet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans le texte français de l'article 1^{er} du projet, le terme « titre » doit être remplacé par « intitulé »³.

Article 5

À l'article 2, § 1^{er}, deuxième tiret, en projet, au 1° du projet, les mots « flotte libre » doivent être omis, l'utilisation de cartes de dérogation pour les places de stationnement public n'étant pas réservée aux seuls opérateurs agréés en tant qu'opérateurs d'autopartage « flotte libre ».

Article 8

1. À l'article 4, § 1^{er}, 11°, en projet, au 4° du projet, la section de législation n'aperçoit pas la justification de la différence de traitement opérée, en termes de seuil « ecoscore », entre les véhicules de catégorie M1, de types AA (berline) et AC (break/familiale) d'une part, et AB (voiture à hayon arrière) d'autre part⁴.

2. La même observation vaut pour l'article 19/2, § 1^{er}, 7°, en projet (article 17 du projet).

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

³ *Ibid.*, recommandation n° 11.

⁴ Le traitement réservé aux véhicules de catégorie M1 et de type AF (véhicules à usages multiples), qui est identique à celui des véhicules de catégorie N1 (utilitaires légers), semble plus aisément justifiable.

Article 13

1. L'article 10, § 2, alinéa 4, en projet (article 13, § 2 du projet) vise spécifiquement les « redevances forfaitaires prévues à l'article 38, § 2, de l'Ordonnance ».

Ce faisant, cette disposition en projet paraît se référer au texte de l'article 38, § 2, de l'ordonnance du 22 janvier 2009, tel que remplacé par l'article 10, § 2, de l'avant-projet d'ordonnance modificative sur lequel la section de législation a donné l'avis 58.075/2/V.

L'attention du demandeur d'avis doit être attirée sur le fait que cette disposition modificative de l'article 38 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 ne figure plus dans le projet d'ordonnance déposé au Parlement sous le numéro de document A-303/1.

Le paragraphe 2 du projet devra être revu pour assurer sa parfaite compatibilité avec le texte actuel de l'article 38 de l'ordonnance du 22 janvier 2009, si ce dernier demeure inchangé.

2. La même observation vaut pour l'article 19/8, § 2, alinéa 4, en projet (article 23 du projet).

Articles 25 à 30

1. Les articles 25 à 28 sont groupés dans un chapitre II – Dérogations à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 'relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de stationnement'.

La sécurité juridique commande de ne pas introduire dans un arrêté modificatif des dispositions autonomes qui n'ont d'autre objet que de déroger aux dispositions d'un autre arrêté du Gouvernement. Au contraire, il convient d'apporter à l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013 les modifications actuellement envisagées sous la forme de « dérogations ».

Le fait que la majorité des dispositions de l'arrêté du 18 juillet 2013 auxquelles on entend ainsi « déroger » traitent spécifiquement de la carte de dérogation « voitures partagées » renforce ce constat.

2. La même observation vaut pour les articles 29 et 30 du projet, qui visent à « déroger » aux articles 31 et 33 de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013 'portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement'.

3. Ces arrêtés seront donc modifiés ce qui justifie le maintien de leur visa dans le préambule.

Article 31

L'alinéa 1^{er} du projet sera soit omis – et l'alinéa 2 modifié en conséquence – soit, pour autant qu'il se justifie de déroger au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', complété par une date fixée de manière à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Eerste lid

Er dient verwezen te worden naar het derde en het vierde lid (en niet naar het vierde en het vijfde lid) van artikel 6 van de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’ en er moet worden vermeld dat die twee leden respectievelijk gewijzigd en ingevoegd zijn bij de wijzigingsordonnantie waarover de afdeling Wetgeving op 7 september 2015 advies 58.075/2/V heeft uitgebracht.¹

Tweede en zesde lid

Er behoort niet te worden verwezen naar artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, noch naar artikel 13 van het besluit van de regering van 24 april 2014 houdende uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012.

Daarentegen

– behoort wel een nieuw lid te worden opgenomen waarin vermeld wordt dat het voorafgaand vormvereiste vervuld is dat door die bepalingen voorgeschreven is, namelijk het opstellen van een evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de respectievelijke situatie van vrouwen en mannen;

– en behoort in het tweede lid de verwijzing naar de ordonnantie van 29 maart 2012 te worden vervangen door de verwijzing naar artikel 4, § 1, van de ontworpen wijzigingsordonnantie, die de rechtsgrond vormt voor artikel 31, derde lid, van het ontwerp.

¹ Parl.St. Br.Parl. 2015-16, nr. A-303/1. In de adviesaanvraag wordt vermeld dat dit ontwerp van ordonnantie op 18 maart 2016 door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement ongewijzigd is aangenomen in plenaire vergadering.

Vierde en vijfde lid

Wat het vierde en het vijfde lid betreft, wordt verwezen naar de opmerking over de artikelen 25 tot 30 van het ontwerp.

Nieuwe leden die in de aanhef moeten worden ingevoegd

In de aanhef van het ontwerp behoort

– vóór de eventuele overwegingen een nieuw lid te worden ingevoegd waarin naar dit advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State verwezen wordt, en dat gesteld moet worden als volgt:

“Gelet op advies 59.146/4 van de Raad van State, gegeven op 13 april 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”²

– aan het einde van de aanhef de voordragende minister te worden vermeld en te worden vermeld dat over het ontwerp overleg is gepleegd.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse tekst van artikel 1 van het ontwerp moet de term “titre” worden vervangen door “intitulé”.³

Artikel 5

In onderdeel 1° van het ontwerp moeten in het ontworpen artikel 2, § 1, tweede streepje, de woorden “vrije vloot” worden weggelaten, aangezien de vrijstellingskaarten voor de openbare parkeerplaatsen niet uitsluitend bedoeld zijn voor operatoren die als operatoren voor “vrije vloot” autodelen zijn erkend.

Artikel 8

1. Wat onderdeel 4° van het ontwerp betreft, ziet de afdeling Wetgeving niet in op grond waarvan in het ontworpen artikel 4, § 1, 11°, binnen de categorie M1 een verschil in behandeling qua “ecoscore”-drempel wordt gemaakt tussen de voertuigen van het type AA

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wettelijke en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, naar analogie.

³ *Ibid.*, aanbeveling 11.

(sedan) en het type AC (break/stationwagen) enerzijds en die van het type AB (voertuig met achterklep) anderzijds.⁴

2. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 19/2, § 1, 7° (artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 13

1. In het ontworpen artikel 10, § 2, vierde lid (artikel 13, § 2 van het ontwerp) wordt specifiek verwezen naar de “forfaitaire retributies in de zin van artikel 38, § 2, van de Ordonnantie”.

Die ontworpen bepaling lijkt aldus te verwijzen naar de tekst van artikel 38, § 2, van de ordonnantie van 22 januari 2009, zoals vervangen bij artikel 10, § 2, van het voorontwerp van wijzigingsordonnantie waarover de afdeling Wetgeving advies 58.075/2/V heeft uitgebracht.

De adviesaanvrager moet erop gewezen worden dat die bepaling tot wijziging van artikel 38 van de ordonnantie van 22 januari 2009 niet meer opgenomen is in het ontwerp van ordonnantie dat onder documentnummer A-303/1 ingediend is bij het Parlement.

Paragraaf 2 van het ontwerp dient aldus te worden herzien dat hij volledig in overeenstemming is met de huidige tekst van artikel 38 van de ordonnantie van 22 januari 2009, als dat artikel ongewijzigd blijft.

2. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 19/8, § 2, vierde lid (artikel 23 van het ontwerp).

Artikelen 25 tot 30

1. De artikelen 25 tot 28 zijn samengebracht in een hoofdstuk II - Afwijkingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 ‘betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten’.

Ter wille van de rechtszekerheid verdient het aanbeveling om in een wijzigingsbesluit geen autonome bepalingen op te nemen die er uitsluitend toe strekken om af te wijken van de bepalingen van een ander besluit van de regering. De wijzigingen die men thans in de vorm van “afwijkingen” wil invoeren, moeten daarentegen worden aangebracht in het besluit van de regering van 18 juli 2013.

Dat geldt des te meer daar het merendeel van de bepalingen van het besluit van 18 juli 2013 waarvan men aldus wil “afwijken” specifiek betrekking hebben op de vrijstellingskaart “autodelen”.

⁴ De wijze waarop de voertuigen van de categorie M1, type AF (voertuig voor meerdere doeleinden) worden behandeld, die identiek is aan de wijze waarop de voertuigen van de categorie N1 (lichte bedrijfsvoertuigen) worden behandeld, lijkt gemakkelijker te verantwoorden.

2. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 29 en 30 van het ontwerp, die ertoe strekken “af te wijken” van de artikelen 31 en 33 van het besluit van de regering van 18 juli 2013 ‘houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan’.
3. Die besluiten worden dus gewijzigd, wat rechtvaardigt dat de vermelding daarvan in de aanhef behouden blijft.

Artikel 31

Het eerste lid van het ontwerp moet hetzij worden weggelaten – en het tweede lid moet dan dienovereenkomstig worden aangepast –, hetzij, in zoverre het verantwoord is om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, bepaald bij artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ worden aangevuld met een datum die aldus is vastgesteld dat eenieder een redelijke termijn wordt verleend om kennis te nemen van de nieuwe regels.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY